### La Kasbah à Madrid'

Santiago Alba Rico

POUR CEUX QUI ONT SUIVI DE PRÈS LES DEUX OCCUPATIONS de la Kasbah à Tunis, il est très difficile de ne pas succomber au vertige de l'émotion d'un « déjà vu » devant les images des jeunes qui, depuis lundi dernier, donnent une dignité à la Puerta del Sol par leur seule présence : les matelas et les cartons, les petits papiers avec des slogans collés aux murs, les assemblées permanentes, les commissions de ravitaillement, de nettoyage et de communication, l'obstination devant la pluie torrentielle...

Ne nous y trompons pas : les protestations en Espagne s'inscrivent sans doute aucun dans la même faille tectonique globale et prolongée, et réadaptent le même modèle organisationnel inventé à Tunis et en Égypte (et à Bahreïn, en Jordanie, au Yémen, etc.). Le capitalisme a échoué en tout, mais il est parvenu à globaliser les ripostes.

« Des milliers d'Espagnols à Madrid protestent contre les difficultés économiques », titrait le journal *Le Monde*<sup>2</sup>/. C'est vrai. En Tunisie également, le



chômage, la pauvreté et l'inflation ont joué un rôle dans l'éclatement des révoltes. Mais ce n'est pas cela qui est impressionnant. Ce qui est impressionnant, c'est que dans les deux cas, les manifestants ont réclamé et réclament la « démocratie ». Dans le cas de la Tunisie et du monde arabe, tout le monde pensait que les gens allaient évoquer la « charia<sup>3</sup>/ » face à l'arbitraire et à la corruption. Dans l'État espagnol, tous les analystes soulignaient la pénétration rampante du discours néofasciste comme réponse à l'insécurité économique et sociale et à la perte de prestige de la politique. La droite conservatrice semblait, de chaque côté de la Méditerranée, la seule force capable de canaliser, en le déformant, le malaise général.

Mais voici que ce que les jeunes demandent, que ce soit là-bas et ici, à Tunis et à Madrid, au Caire et à Barcelone, c'est la « démocratie ». Une véritable démocratie! Que les Arabes la demandent, cela semble raisonnable, puisqu'ils vivaient et vivent encore sous des dictatures féroces. Mais que les Espagnols l'exigent semble plus étrange. L'Espagne n'est-elle pas une démocratie?

1/ Texte original: Santiago Alba Rico, « La Qasba en Madrid », www.el19digital.com, 21 mai 2011, traduit en français par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be.

2/ Le Monde, 19 mai 2011.

Non, elle ne l'est pas. En Tunisie, il y a peu de temps, on pensait encore qu'il serait suffisant d'avoir une Constitution, des élections, un Parlement et la liberté de la presse pour qu'il y ait une démocratie. En Espagne, où l'on

<sup>3/</sup> C'est-à-dire l'application de la loi islamique.

vient de chausser les bottes de sept lieues, on a compris en un éclair que les institutions ne suffisent pas si ceux qui gouvernent les vies des citoyens sont les « marchés » et non le Parlement. Ces jeunes sans maison, sans travail, sans parti ont associé avec une juste intuition les « difficultés économiques » au gouvernement dictatorial, non pas d'une personne en particulier, mais bien d'une structure économique qui désactive de manière permanente les mécanismes politiques – de la justice aux médias – censés garantir le caractère démocratique du régime.

Ces jeunes sans avenir ont su mettre à nu d'un seul coup la fausseté qui affleurait et qui a soutenu pendant des décennies la légitimité du système : l'identité établie entre démocratie et capitalisme. En Tunisie et en Égypte, le capitalisme frappait brutalement ; en Espagne, il anesthésiait. Aucun régime économique n'a autant exalté la jeunesse en tant que valeur marchande et aucun ne l'a autant méprisée en tant que force réelle de changement.

Tandis que la publicité offre sans cesse l'image immuable du désir de ne jamais vieillir, de rester éternellement jeune, les jeunes Espagnols souffrent du chômage, du travail précaire, de la déqualification professionnelle, de l'exclusion matérielle de la vie adulte et, pour ceux qui osent se soustraire aux normes socialement acceptées de la consommation petite-bourgeoise, la persécution policière.

Dans le monde arabe, afin de les empêcher de réclamer une existence digne, on frappait les jeunes et on les mettait en prison. En Europe, pour qu'on ne réclame pas une existence digne, on offre de la malbouffe et de la télévision poubelle.

En Tunisie, les jeunes qui ne pouvaient accéder à une vie adulte étaient retenus dans leurs corps à coups de matraque. En Espagne, les jeunes qui ne peuvent trouver leur propre logement ni travailler selon leurs compétences peuvent encore acquérir des objets technologiques bon marché, des vêtements bon marché, des pizzas bon marché. Maintenue bien loin des centres de décision, méprisée et surexploitée sur le marché du travail, modelée par l'homogénéisation de la consommation, la jeunesse est devenue en Europe et dans le monde arabe une sorte de « classe » sociale qui, du fait de ses propres caractéristiques matérielles, ne connaît plus de limite d'âge.

Mais nous nous étions trompés : si la répression ne fonctionne pas, ce n'est pas le cas non plus de ce que Pasolini appelait dans les années 1970 l'« hédonisme de masses ». Que ce soit des coups ou des somnifères, les jeunes n'acceptent plus qu'on les traite comme des enfants : ils ne se laissent plus terroriser (ils se disent « sans peur », là-bas et ici) ni acheter (« nous ne sommes pas des marchandises »).

La Puerta del Sol à Madrid démontre également le grand échec « culturel » du capitalisme, qui a voulu maintenir les populations européennes dans un état permanent d'infantilisme alimenté par un spectacle permanent d'images et de sensations « fortes ». Effrayés ou corrompus, on pouvait laisser les enfants voter sans risque que leur vote ait un quelconque lien réel avec la démocratie. C'est pour cela que, à Tunis et à Madrid, les jeunes demandent précisément

la démocratie ; et c'est pour cela que, à Tunis et à Madrid, ils ont compris avec certitude que la démocratie est organiquement liée à cette chose mystérieuse que Kant situait de manière sans appel en dehors des « marchés » : la dignité.

Il est impressionnant – impressionnant, c'est le mot – d'entendre crier ces jeunes sans parti, sans beaucoup de formation idéologique ou même allergiques aux « idéologies », le mot « révolution », comme à la Kasbah de Tunis. Ils sont pacifiques, disciplinés, ordonnés, solidaires, mais ils veulent tout changer. Tout. Ils veulent changer le régime, comme en Tunisie : le monopole bipartiste des institutions, la corruption, la dégradation des services publics, la manipulation médiatique, l'impunité des responsables de la crise. Comme à la Kasbah de Tunis, tous les partis institutionnels, mêmes ceux de « gauche », ont été pris à contre-pied ou bousculés en dehors du jeu.

Les jeunes de la Puerta del Sol (et des autres villes espagnoles) ne représentent aucune force politique et ils ne se sentent représentés par aucune d'elles. Mais l'erreur – clairement instrumentalisée par ceux qui se sentent menacés par le soulèvement – c'est de penser que nous sommes confrontés à un rejet – et non devant une revendication – de la politique. À la lumière des expériences historiques précédentes, nous pourrions conclure que la perte de légitimité des institutions et de la caste politique prête le flanc à des solutions populistes ou démagogiques, à l'émergence d'un « leader fort » dont la seule volonté va résoudre miraculeusement tous les problèmes. Le fascisme classique en quelque



sorte. Mais le fascisme classique, dont l'ombre apparaît pourtant déjà à l'horizon, c'est justement ce que ces jeunes veulent empêcher et dénoncer. Le populisme et la démagogie nous gouvernent d'ailleurs déjà, les « leaders forts » sont ceux qui dominent les partis au pouvoir et tentent de susciter l'adhésion à leur égard sur des bases purement émotionnelles aux éternels enfants en lesquels ils voulaient nous transformer.

La Kasbah de Tunis, comme la Puerta del Sol, se révolte justement, au nom de la démocratie, contre toute sorte de leadership de *caudillos*. Il y a là-bas, comme ici, une affirmation de démocratie pure, classique, quasi grecque. L'historien Claudio Eliano raconte l'anecdote d'un candidat athénien qui a découvert un paysan écrivant son nom sur la liste de ceux qui devaient être condamnés à l'ostracisme : « Mais tu ne me connais même pas », s'est plaint l'oligarque. « Justement, c'est pour ça », a répondu le paysan, « pour que tu ne sois pas connu ». À la Kasbah de Tunis existait une puissante susceptibilité face à tout ce qui était connu : toutes les personnes célèbres, connues par la télévision, toutes les personnes reconnues par les manifestants n'étaient pas les bienvenues sur la place. C'étaient les inconnus qui étaient autorisés à parler et à faire des propositions ; c'étaient les inconnus qui avaient l'autorité et non les « célébrités », ceux que le marché et son frère jumeau l'électoralisme accumulent.

Mais il se fait que les inconnus, c'est nous tous ; les inconnus, c'est les messieurs et mesdames Tout-le-monde auxquels les candidats aux élections sourient en demandant leur vote pour ensuite les exclure de toute prise de décision. À la Kasbah de Tunis, comme à la Puerta del Sol à Madrid, il y a une tentative de démocratiser la vie publique en rendant la souveraineté aux inconnus. Personne ne peut nier les risques ni les limites de ce pari, mais personne ne peut non plus nier sans malhonnêteté que « cette révolution contre les célébrités » constitue précisément une dénonciation du populisme mercantile et de la démagogie électoraliste, deux traits centraux des institutions politiques du capitalisme.

Les jeunes de la Kasbah de Madrid, des Kasbahs de toute l'Espagne, veulent une réelle démocratie, car ils savent que c'est d'elle que dépendra leur avenir et celui de toute l'humanité. Ils ne savent pas encore que cette démocratie, comme nous le rappelle Carlos Fernández Liria, c'est ce que nous avons toujours appelé le communisme. Ils devront le découvrir par leurs propres voies, à leur manière. Nous, les plus vieux, ce que nous découvrons depuis cinq mois, dans le monde arabe et aujourd'hui en Europe, c'est que les « nôtres » – comme les appellent Julio Anguita – ne sont pas comme nous.

Dans « Le désir d'être punk », extraordinaire roman de Belén Gopegui<sup>4</sup>/, l'adolescente Martina, exemple vivant de cette génération sociale qui s'est construite dans les marges des marchés, reproche à son père : « Tu n'as pas

été un bon exemple. » Nous n'avons pas, en effet, donné un bon exemple aux jeunes et, malgré cela, drapés

<sup>4/</sup> Belén Gopegui, Deseo de ser punk, Barcelone, Editorial Anagrama, 2009.

dans notre posture de gauche, nous les méprisions en réalité à peine moins qu'un Botin<sup>5</sup>/ ou que la Warner, lorsque nous croyions que leurs subjectivités avaient été définitivement formatées, enserrées à jamais dans un horizon en béton armé. Et pourtant, ce sont bien eux qui se sont levés contre le « gavage de somnifères » pour réclamer une « révolution » démocratique. Martina est à la Puerta del Sol et il se peut qu'elle échoue également, comme a échoué son père. Mais qu'aucun cinquantenaire de droite (ni de gauche) ne vienne lui dire qu'elle a eu la vie facile ; qu'aucun cinquantenaire de droite (ni de gauche) ne vienne lui apprendre qu'on n'obtient rien dans ce monde sans lutter.

La deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle annonce un futur terrible, peut-être apocalyptique, mais il s'est déjà produit quelques surprises qui doivent nous rajeunir. L'une d'elles est que, même si tout va mal comme nous le disions, il est certain qu'il y aura résistance. Une autre, c'est que ce qui unit véritablement, c'est le pouvoir, et que la Puerta del Sol, quoi qu'il se passe, a le pouvoir. Et, enfin, c'est que toutes les analyses, si pointues et méticuleuses soient-elles, laissent toujours une part d'inconnue qui finit par les démentir.

Il n'y aura pas de révolution en Espagne, du moins pas dans l'immédiat. Mais une surprise, un miracle, une tempête, une conscience dans les ténèbres, un geste de dignité contre l'apathie, un acte de courage contre le consentement, une affirmation antipub de la jeunesse, un cri collectif pour la démocratie en Europe, n'est-ce pas déjà une petite révolution ? Tout a recommencé plusieurs fois au cours de ces derniers 2 000 ans. Et quand certains pensaient que tout était terminé, voilà que nous avons, à plusieurs endroits, le plus inespéré : des gens neufs disposés et engagés à commencer à nouveau.



<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>/ Grand patron espagnol du groupe Santander (*NdT*).

# Manifeste des occupants de la Puerta del Sol

Puerta del Sol. Madrid. le 18 mai 2011

### Qui sommes-nous?

Nous sommes des gens qui sont venus librement, parce que nous le voulions. Après la manifestation, nous avons décidé de nous réunir pour réclamer la dignité, retrouver notre conscience politique et sociale.

Nous ne représentons aucun parti ni aucune association.

C'est l'aspiration au changement qui nous unit.

Nous sommes ici par dignité et par solidarité avec ceux qui ne peuvent pas y être.

### Pourquoi sommes-nous ici?

Nous sommes ici car nous voulons une société nouvelle qui fasse passer la vie avant les intérêts économiques et politiques.

Nous aspirons à un changement dans la société et dans la conscience sociale. Nous voulons démontrer que la société n'est pas endormie. Nous continuerons à lutter, pour ce qui nous est dû, par des moyens pacifiques.

Nous soutenons nos camarades arrêtés après la manifestation et nous exigeons leur remise en liberté.

Nous voulons tout, tout de suite. Si tu es d'accord : rejoins-nous ! Mieux vaut perdre en essayant que perdre sans avoir rien essayé.

## Manifeste de Democracia Real Ya!

Mai 2011

ous sommes des gens comme les autres. Nous sommes comme toi : des gens qui se lèvent tous les matins pour aller étudier, travailler ou chercher un boulot, des gens qui ont une famille et des amis. Des gens qui travaillent dur tous les jours pour vivre et pour donner un meilleur avenir à celles et ceux qui les entourent.

Parmi nous, certains se considèrent comme plutôt progressistes, d'autres comme plutôt conservateurs. Certains sont croyants, d'autres pas du tout. Certains ont des idéologies très définies, d'autres se considèrent comme apolitiques. Mais nous sommes tous très préoccupés et indignés par la situation politique, économique et sociale qui nous entoure. Par la corruption des politiciens, des entrepreneurs, des banquiers... Par la vulnérabilité des hommes et des femmes de la rue.

Cette situation nous fait mal, quotidiennement. Mais, tous ensemble, nous pouvons la faire changer. Le moment est venu de nous mettre au travail : il est temps de bâtir tous ensemble une société meilleure.

Dans ce but, nous réaffirmons avec force les points suivants :

■ l'égalité, le progrès, la solidarité, le libre accès à la culture, le développement écologique durable, le bien-être et le bonheur des personnes doivent être les priorités de toute société avancée ;

■ au sein de ces sociétés, les droits fondamentaux doivent être garantis : le droit au logement, au travail, à la culture, à la santé, à l'éducation, à la participation, au libre développement personnel, ainsi que le droit à la consommation des biens nécessaires à une vie saine et heureuse ;

■ le fonctionnement actuel de notre système politique et gouvernemental ne répond pas à ces priorités et il devient un obstacle pour le progrès de l'humanité;

■ la démocratie part du peuple et, par conséquent, le gouvernement doit appartenir au peuple. Cependant, dans ce pays, la classe politique, dans sa majorité, ne daigne même pas nous écouter. Nos voix devraient pouvoir porter dans les institutions et la participation politique des citoyens devrait être encouragée par des procédés de démocratie directe. La politique devrait être orientée vers le bien de la majorité de la société, et pas détournée au profit d'une clique qui s'enrichit et qui prospère à nos dépens en se conformant aux diktats des pouvoirs économiques tout en s'accrochant au pouvoir grâce à une dictature partitocratique inamovible dont le sigle s'épelle « PPSOE »[contraction des sigles du Parti populaire (PP – droite) et du Parti socialiste (PSOE)];

■ la soif de pouvoir, son accumulation entre les mains de quelques-uns créent des inégalités, des crispations et des injustices – ce qui mène à la violence, que nous refusons. Le modèle économique en vigueur, obsolète et antinaturel, enferme le système social dans une spirale qui se consume d'ellemême, enrichissant une minorité et rejetant le reste dans la pauvreté. Jusqu'à l'effondrement :

■ la seule volonté, le seul but qui motive ce système est l'accumulation d'argent. Cette fin, placée au-dessus du bon fonctionnement et du bien-être de la société, aboutit à gaspiller nos ressources, à détruire la planète et à engendrer du chômage et des consommateurs malheureux;

■ nous, citoyens, sommes pris dans l'engrenage d'une machine destinée à enrichir cette minorité au mépris de nos besoins élémentaires. Nous sommes anonymes, mais, sans nous, rien de cela n'existerait, car c'est nous qui animons ce monde ;

■ si, en tant que société, nous apprenons à ne pas placer notre avenir entre les mains d'une rentabilité économique abstraite qui ne fonctionne jamais à notre profit, nous pourrons en finir avec les abus et les privations que nous ressentons tous. Nous avons besoin d'une révolution éthique. On



a placé l'argent au-dessus de l'humain, alors qu'il faut le mettre à notre service. Nous sommes des personnes, pas des marchandises.

Pour toutes ces raisons, je suis indigné/e. Je crois que je peux tout changer. Je crois que je peux y contribuer. Je sais que, tous ensemble, nous le pouvons. Rejoins-nous. C'est ton droit.

## Propositions de l'assemblée générale de la Puerta del Sol

Puerta del Sol, Madrid, le 20 mai 2011.

L'assemblée générale populaire réunie ce 20 mai au campement de la Puerta del Sol s'est mise d'accord par consensus sur une première liste de propositions, qui a été élaborée à partir de la compilation et de la synthèse de milliers de propositions reçues durant plusieurs jours.

Nous rappelons que l'assemblée est un processus ouvert et collaboratif. Cette liste n'est pas close.

#### Nous exigeons:

- 1. Le changement de la loi électorale, pour des listes ouvertes et à circonscription unique. L'obtention de sièges doit être proportionnelle au nombre de voix.
- $\textbf{2.} \ \text{Le respect des droits fondamentaux reconnus dans la Constitution tels que}:$
- le droit à un logement digne, ce qui implique une réforme de la loi hypothécaire afin que la remise du logement annule la dette en cas d'impayé;
- la santé publique, gratuite et universelle ;
- la libre circulation des personnes et le renforcement d'une éducation publique et laïque.
- **3.** L'abolition des lois et des mesures discriminatoires et injustes telles que l'accord de Bologne et l'Espace européen de l'enseignement supérieur, la loi relative au statut des étrangers et celle connue sous le nom de loi Sinde [équivalent de la loi Hadopi].
- **4**. Une réforme fiscale favorable aux plus bas revenus, une réforme des impôts sur le patrimoine et les droits de succession. L'application de la taxe Tobin,

laquelle impose les transferts financiers internationaux. La suppression des paradis fiscaux.

- **5.** Une réforme des conditions de travail de la classe politique afin que soient abolies leurs indemnités de fonction. Les programmes et les propositions politiques doivent acquérir un caractère inaliénable.
- **6.** Le rejet et la condamnation de la corruption. La loi électorale doit obliger de présenter des listes excluant toute personne accusée ou condamnée pour corruption.
- 7. Une série de mesures vis-à-vis des banques et des marchés financiers, prises dans l'esprit de l'article 128 de la Constitution, qui stipule que « toute la richesse du pays, sous ses différentes formes et quelle que soit son appartenance, est subordonnée à l'intérêt général ». La réduction des pouvoirs du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne. La nationalisation immédiate de toutes les entités bancaires ayant requis leur sauvetage par l'État. Le durcissement des contrôles sur ces entités et sur les opérations financières afin d'éviter de possibles abus, quelle qu'en soit la forme.
- **8.** Une véritable séparation de l'Église et de l'État, comme le stipule l'article 16 de la Constitution.
- **9.** Une démocratie participative et directe dans laquelle la citoyenneté prenne une part active. Un accès populaire aux médias, qui devront être éthiques et vrais.
- **10.** Une authentique régulation des conditions de travail, dont l'application soit surveillée par l'État.
- **11.** La fermeture de toutes les centrales nucléaires et la promotion d'énergies renouvelables et gratuites.
- 12. La récupération des entreprises publiques privatisées.
- 13. Une séparation effective des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.
- **14.** Une réduction de la dépense militaire, la fermeture immédiate des usines d'armement et un plus grand contrôle de la sécurité par l'État. En tant que mouvement pacifiste, nous croyons au « Non à la guerre ».
- **15.** La reconnaissance de la mémoire historique et des principes fondateurs des luttes pour la démocratie de notre pays.
- **16.** La totale transparence des comptes et du financement des partis politiques comme moyen pour endiguer la corruption politique.





Peintures de YUE MINJUN.